

Guide

Pour une écologie du bonheur

Prétendre au bonheur signifie préserver le milieu naturel et le rendre accessible. Le fonctionnement harmonieux des écosystèmes garantit en effet les équilibres dont l'être humain a besoin pour vivre en bonne santé et en sécurité. Et la fréquentation régulière de la végétation et des animaux, par exemple à l'occasion d'une promenade en forêt, fait du bien au corps et à l'esprit. Voilà, en très résumé, la thèse extrêmement bien documentée et d'une rigueur toute académique qu'Eric Lambin déploie dans *Une écologie du bonheur*.

Géographe, professeur, spécialiste des interactions entre l'homme et son environnement aux universités catholique de Louvain, en Belgique, et Stanford, en Californie, Eric Lambin passe en revue mille raisons identifiées dans la littérature scientifique qui justifient l'élaboration de politiques publiques destinées à préserver le patrimoine naturel. Elles vont du bon traitement des animaux à l'organisation judicieuse des villes en passant par le maintien à distance des agents infectieux et des arthropodes qui leur servent de vecteurs.

L'ouvrage s'achève sur l'évocation de trois expériences nationales menées afin de tendre vers la durabilité : au Viêt-Nam, au Costa Rica et au Bhoutan. Au total, *Une écologie du bonheur* est un concentré d'arguments très solides en faveur de la préservation de l'intégrité de tous les écosystèmes à toutes les échelles.

ERIC LAMBIN. *Une écologie du bonheur*, Le Pommier, Paris, 2009.

Eclaircissements sur l'empreinte écologique

L'empreinte écologique d'Aurélien Boutaud et Natacha Gondran est une mise au point très pédagogique sur les fondements de cet indicateur et ce qu'il mesure exactement. En un mot, l'empreinte écologique apporte une réponse à cette question aujourd'hui vitale : le développement respecte-t-il les capacités régénératives de la Terre ? Préserve-t-il le capital naturel critique ou le rogne-t-il peu à peu et irrémédiablement ?

Pour fournir cette réponse, l'empreinte écologique fonctionne dans le cadre d'un système

comptable, qui compare les services écologiques qu'offre un territoire, évalués en biocapacité, à la demande en services écologiques des sociétés humaines qui vivent sur ce territoire.

La biocapacité est « la quantité totale de capacité régénérative de la biosphère potentiellement mobilisable pour répondre aux besoins humains ». L'empreinte écologique est la quantité de capacité régénérative que les humains demandent à la Terre. Le bilan entre cette offre et cette demande mesure la soutenabilité écologique des sociétés.

Si l'empreinte écologique de l'humanité est supérieure à la biocapacité totale, cela signifie que la situation est insoutenable. Dans le jargon de l'empreinte, on parle de « dépassement écologique ». Ce dépassement est aujourd'hui d'environ 25 % des surfaces bioproductives de la planète. La demande est donc déjà très supérieure à l'offre.

L'empreinte écologique livre ainsi un message sans ambiguïté : le développement actuel ne respecte pas les capacités régénératives de la Terre. Il rogne le capital naturel critique. Bref, il n'est pas durable.

Aurélien Boutaud et Natacha Gondran expliquent le système de calcul de la biocapacité et de l'empreinte écologique. Et si ce système ne fait que balbutier, soulignent-ils – l'empreinte est notamment aujourd'hui sous-estimée –, l'amélioration des données internationales, les efforts scientifiques et la création du Global Footprint Network, réseau de recherche sur l'empreinte, permettent d'espérer des avancées sérieuses en termes de précision et de fiabilité.

AURÉLIEN BOUTAUD ET NATACHA GONDRA. *L'empreinte écologique*, La Découverte, Paris, 2009.

Sous les chiffres, les êtres

Les indicateurs sont au cœur d'une récente livraison de la revue Ecorev. La croissance du PIB y est bien sûr sur la sellette, de même que l'obsession des chiffres et les excès de la monétarisation. Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, Nic Marks, Aurélien Boutaud et Bernard Zuideau figurent notamment au menu de ce numéro. Un document pluriel intéressant.

ECOREV. *Des chiffres et des êtres*, numéro 31, 2009.

Un site en France sur la richesse

Lorsque, en janvier 2008, à la demande de Nicolas Sarkozy, le Comité pour la mesure des performances économiques et du progrès social est mis sur pied en France avec Joseph Stiglitz à sa tête, les chercheurs français qui travaillent sur la remise en question du PIB et les nouveaux indicateurs de progrès sont stupéfaits. L'attitude officielle en France avait jusque-là toujours été, écrit Dominique Méda : « Touche pas à mon PIB ! »

Passé la stupeur, ces chercheurs créent le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (Fair). Son but : offrir une vision renouvelée de la richesse ou du développement humain durable. Tous les participants de Fair ne sont pas d'accord sur tout. Mais trois points fondamentaux les rassemblent.

Le premier est la volonté d'explicitier des fins – la santé sociale et environnementale, le développement humain durable – que la priorité accordée à l'économie marchande et monétaire ne permet pas d'espérer atteindre. Le second est qu'il ne revient pas à des groupes d'experts de définir ces fins et comment les prendre en compte. La participation de la société, la délibération politique sont indispensables pour les sélectionner. Le troisième est qu'il faut partir du terrain et tirer les leçons des expériences – souvent diverses – existantes.

www.idies.org

Un site en Suisse en gestation sur la qualité de vie

La Fondation du devenir lancera début 2010 le Forum suisse pour la qualité de vie. Cet espace d'échanges, de discussions et de propositions vise à mettre en valeur la vision des Suisses sur les nouveaux outils de mesure du bien-être. Cette initiative s'inscrit dans le Projet global sur la mesure du progrès des sociétés que l'OCDE pilote pour formuler une nouvelle vision du progrès et proposer de nouveaux indicateurs.

Le but de ce forum est de catalyser la réflexion sur la qualité de vie en Suisse, fournir un appui méthodologique, rassembler les propositions. Sa création fait suite au séminaire « Progrès et qualité de vie, la Suisse en 2029 » organisé à Münchenwiler, les 4 et 5 juin 2009, par la Commission des technologies de l'information et de la communication de l'Académie suisse des sciences techniques et la Fondation du devenir.

